



**La célèbre journaliste comparait ce lundi 12 novembre devant le tribunal militaire de Douala pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Le procureur devrait demander selon toute vraisemblance l'arrêt des poursuites contre Mimi Mefo.**

Le Syndicat national des journalistes du Cameroun (SNJC) a d'ores et déjà levé le mot d'ordre de boycott des activités du gouvernement qui avait été initié

La rédactrice en chef adjointe en charge du desk anglais à Equinoxe a été libérée le 10 novembre après avoir passé 72 heures au centre pénitencier de New Bell Elle était accusée d'avoir publié de fausses informations sur son site.

En effet, Mimi Mefo avait relayé les propos d'une source affirmant que le missionnaire américain Charles Wesco, décédé le 30 octobre au cours d'un accrochage entre séparatistes anglophones et forces de sécurité camerounaises dans le Nord-Ouest, aurait été tué par des balles de l'armée régulière. Son incarcération avait suscité l'émoi dans tout le pays